

Du 20 Juin 1997

Décision n°/091CC du 20 Juin 1997 relative à une requête présentée par M. Emmanuel EKOMI EKANG aux fins d'annulation de l'élection de M. Georges AKAME

Au nom du Peuple Gabonais

La Cour Constitutionnelle,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 07 février 1997 par laquelle, M. EKOMI EKANG, demeurant à Libreville, candidat à l'élection sénatoriale pour la commune de Ndjolé, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de voir remettre en cause les résultats du scrutin du 26 janvier 1997, à l'issue duquel M. Georges AKAME, candidat à la même élection, a été proclamé élu ;

Vu les observations formulées par M. Georges AKAME, en réponse à la requête susvisée ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les conclusions du Commissaire à la loi ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique 9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique 13/94 du 17 septembre 1994 ;

Vu la loi organique 8/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des Sénateurs ;

Vu la loi 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1° Considérant que par requête susvisée, M. Emmanuel EKOMI EKANG, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de voir remettre en cause les résultats du scrutin du 26 janvier 1997, arguant du fait que le suffrage qui a permis l'élection de M. Georges AKAME à l'issue dudit scrutin a été exprimé par un électeur muni d'une procuration établie au mépris des conditions énumérées à l'article 103 de la loi 7/96 ; qu'il demande par conséquent l'annulation du suffrage en question pour inobservation des dispositions de cet article, afin que les deux candidats en compétition soient à égalité de voix et que la Cour Constitutionnelle puisse tirer les conséquences juridiques qui s'imposent en pareil cas ;

2° Considérant que l'article 103 de la loi 7/96 dispose :
"Peuvent exercer, sur leur demande, leur droit de vote par procuration dans les conditions fixées ci-dessous :

1°) les électeurs que des obligations dûment constatées retiennent éloignés de la circonscription sur la liste électorale de laquelle ils sont inscrits ;

2°) les malades, femmes en couches, infirmes ou incurables qui, en raison de leur état de santé ou de leur condition physique, sont dans l'impossibilité de se déplacer le jour du scrutin ;

3°) les personnes placées en détention provisoire et les détenus purgeant une peine n'entraînant pas une incapacité électorale ;

4°) et, d'une manière générale, tout citoyen qui établit que des raisons professionnelles ou familiales le placent dans l'impossibilité d'être présent le jour du scrutin" ;

3°) Considérant qu'il résulte de l'instruction que M. Barthélémy NTOTOME, conseiller municipal élu pour le compte du Rassemblement National des Bûcherons, a donné procuration à M. Emmanuel MENZOGHE, également conseiller municipal élu pour le compte du même parti politique alors que, pour le faire, il ne se trouvait dans aucune des conditions énumérées à l'article 103 de la loi 7/96 susvisée ;

4°) Considérant qu'aux termes de l'article 134 de la loi 7/96, en cas d'inobservation des conditions et des formalités prescrites par les lois et règlements, la Cour Constitutionnelle, la Cour Administrative, le Tribunal, selon le cas, apprécie librement si le vice constaté est de nature à entraîner l'annulation des élections ;

5°) Considérant qu'en l'espèce, le vice que constitue l'inobservation des dispositions de l'article 103 de la loi 7/96 est de nature à entraîner l'annulation du suffrage exprimé par le mandataire de M. NTOTOME au nom de celui-ci ;

6°) Considérant que des quinze électeurs qui constituaient l'électorat de la commune de Ndjolé, huit étaient des militants du Rassemblement National des Bûcherons, tandis que les sept autres appartenaient à la famille politique du Parti Démocratique Gabonais ; que, M. AKAME, candidat du Rassemblement National des Bûcherons a obtenu huit voix contre sept pour M. EKOMI EKANG, candidat du Parti

Démocratique Gabonais ; qu'au regard de ces résultats, il apparaît que le mandataire de M. NTOTOME n'a pu voter que pour M. AKAME ;

7°) Considérant qu'à la suite de l'annulation du suffrage exprimé par ledit mandataire, les deux candidats se retrouvent à égalité de voix, par conséquent en situation de ballottage, vu que le scrutin en question est relatif au premier tour de l'élection sénatoriale ;

DECIDE :

Article 1er : Le suffrage exprimé par le mandataire de M. NTOTOME au nom de celui-ci est annulé.

Article 2 : A la suite de cette annulation MM. Georges AKAME et Emmanuel EKOMI EKANG sont en situation de ballottage.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au Président de la République, au Premier Ministre, au Président du Sénat, aux parties, puis publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du vingt juin mil neuf cent quatre vingt dix sept où siégeaient :

Madame Marie-madeleine MBORANTSUO, Président ;

MM. Augustin BOUMAH

Victor AFENE

Jean-Pierre NDONG

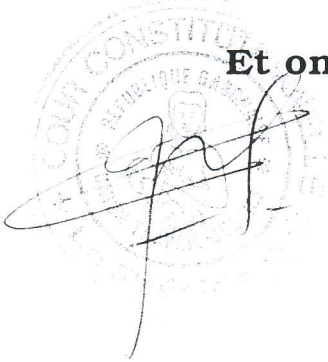
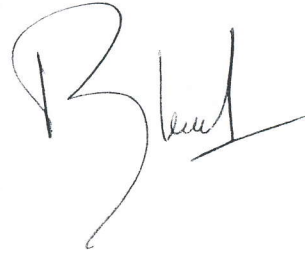
Paul MALEKOU

Séraphin NDAOT

Dominique BOUNGOUERE

**et Louise ANGUE, Membres,
Assistés de Maître Valentine BE, Greffier./-**

Et ont signé, le Président et le Greffier./-

A circular official stamp of the Cour Constitutionnelle de la République de Côte d'Ivoire. The text around the perimeter reads "COUR CONSTITUTIONNELLE" at the top and "REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE" at the bottom. In the center is a coat of arms. A handwritten signature is written over the stamp.A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized letter 'B' followed by a smaller, less distinct signature.